

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

La croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition

Messages essentiels

- **L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012** présente de nouvelles estimations du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées à partir de 1990, définies du point de vue de la répartition des disponibilités énergétiques alimentaires. En 2010–2012, la sous-alimentation chronique touche encore un nombre inacceptable de personnes – près de 870 millions dans le monde. Selon les estimations, l'écrasante majorité – quelque 850 millions de personnes, soit un peu moins de 15 pour cent de la population – vivent dans des pays en développement.
- L'évolution favorable, à partir de 1990, des estimations de la sous-alimentation, laisse penser qu'en matière de lutte contre la faim, les progrès enregistrés ont été plus prononcés que ce qu'on pensait auparavant.
- Cependant, c'est surtout avant 2007–2008 que les progrès mondiaux en matière de réduction de la faim ont été faits. Ils ont ensuite accusé un ralentissement et un tassement.
- Les nouvelles estimations impliquent que la cible de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) relative à la réduction de moitié de la prévalence de la sous-alimentation dans les pays en développement pour 2015 peut être atteinte, pour autant que l'on fasse le nécessaire pour inverser le ralentissement tendanciel que l'on observe depuis 2007–2008.
- Si la FAO a sensiblement amélioré cette année sa méthode d'estimation de la sous-alimentation, il lui reste cependant à apporter d'autres améliorations et à parfaire les données dont elle a besoin pour appréhender les effets des brusques variations des prix des denrées alimentaires et des autres chocs économiques. Par conséquent, les estimations de la sous-alimentation ne prennent pas en compte l'ensemble des effets sur la faim des brusques hausses des prix de 2007–2008, ni le ralentissement de l'économie que connaissent certains pays depuis 2009, à plus forte raison les récentes hausses des prix. On a également besoin d'autres indicateurs pour pouvoir évaluer de façon plus complète la sous-alimentation et la sécurité alimentaire.
- Pour que la croissance économique se traduise par une amélioration de la nutrition des plus démunis, il faut que les pauvres soient parties prenantes au processus de croissance et qu'ils en bénéficient: i) la croissance doit mobiliser les pauvres et parvenir jusqu'à eux; ii) les pauvres doivent utiliser leur revenu supplémentaire pour améliorer quantitativement et qualitativement leur alimentation et accéder à de meilleurs services de santé et iii) les gouvernements doivent destiner les ressources publiques supplémentaires à des biens et services publics profitant aux pauvres et aux personnes souffrant de la faim.
- La croissance agricole est un outil particulièrement efficace de lutte contre la faim et la malnutrition. La plupart des personnes vivant dans une pauvreté extrême sont tributaires de l'agriculture et d'activités connexes et en tirent une partie importante de leurs moyens d'existence. La croissance agricole mobilisant les petits exploitants, et en particulier les femmes, sera un outil d'autant plus efficace de lutte contre l'extrême pauvreté et la faim, qu'elle permettra d'accroître les revenus du travail et de créer des emplois pour les pauvres.
- La croissance économique et agricole devrait prendre en compte des considérations nutritionnelles. La croissance doit aboutir à une amélioration de la nutrition en donnant aux pauvres les moyens de mieux diversifier leur alimentation, en améliorant l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux services de santé, en sensibilisant les consommateurs à une bonne nutrition et aux soins appropriés à donner aux enfants et en assurant une distribution ciblée de suppléments dans les situations de carences graves en micronutriments. Une fois établie, la bonne nutrition est, à son tour, un moteur essentiel d'une croissance économique durable.
- La protection sociale est décisive pour accélérer la lutte contre la faim. Premièrement, elle peut protéger les plus vulnérables, qui n'ont pas bénéficié de la croissance économique. Deuxièmement, si elle est structurée de manière appropriée, elle peut contribuer directement à l'accélération de la croissance économique grâce à la valorisation des ressources humaines et au renforcement des capacités des pauvres, en particulier les petits exploitants, en matière de gestion des risques et d'adoption de technologies améliorées, à productivité plus élevée.
- Pour accélérer la réduction de la faim, il faut que la croissance économique soit doublée d'une action volontariste et déterminante des pouvoirs publics. Les politiques et programmes publics doivent être créateurs d'un environnement propice à une croissance économique à long terme en faveur des pauvres. Un environnement porteur comporte la fourniture de biens et services publics pour le développement des filières de production, un accès équitable des pauvres aux ressources, la dévolution de pouvoirs aux femmes et la conception et la mise en place de systèmes de protection sociale. Pour être efficaces, ces politiques et programmes doivent s'appuyer sur un système amélioré de gouvernance, reposant sur la transparence, la participation, l'obligation de rendre compte, l'état de droit et le respect des droits de l'homme.



FIDA

WFP



wfp.org/fr



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

La croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition

La sous-alimentation dans le monde

On estime qu'environ 870 millions de personnes ont été sous-alimentées pendant la période 2010–2012, soit 12,5 pour cent de la population mondiale, ou encore une personne sur 8. L'écrasante majorité d'entre elles – 852 millions de personnes – vivent dans des pays en développement, où on estime maintenant que 14,9 pour cent de la population sont touchés par la sous-alimentation (Figure, ci-dessous à gauche). C'est inacceptable.

Les chiffres actualisés que l'on obtient après amélioration de la méthode et des données que la FAO utilise pour calculer son indicateur de la sous-alimentation permettent de conclure que le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a baissé plus vite que ce qui était précédemment estimé jusqu'à 2007, mais que la baisse s'est ralentie ensuite (Figure, ci-dessous à gauche). De ce fait, l'ensemble des pays en développement s'est rapproché considérablement de la cible de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à réduire de moitié le pourcentage de personnes souffrant de faim chronique pour 2015. Si la baisse moyenne annuelle des 20 dernières années se poursuit jusqu'en 2015, la prévalence de la sous-alimentation dans les régions des pays en développement serait de 12,5 pour cent – chiffre restant supérieur à celui de la cible, mais beaucoup plus proche de celui-ci que celui de l'estimation précédente.

Les différences entre les régions et les divers pays restent cependant considérables. La réduction à la fois du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées observée ces dernières années en Asie s'est poursuivie, de sorte que l'Asie n'a qu'un léger retard s'agissant de la cible de l'OMD relative à la faim qui la concerne. Il en va de même de l'Amérique latine. En revanche, l'Afrique continue à s'écarter considérablement et de plus en plus de la voie qu'elle devrait emprunter pour atteindre sa cible; la tendance des progrès faits en matière de réduction de la sous-alimentation suit approximativement celles de la pauvreté et de la mortalité infantile. En Asie de l'Ouest également, la prévalence de la sous-alimentation a progressivement augmenté depuis 1990–1992 (les regroupements régionaux sont conformes à la

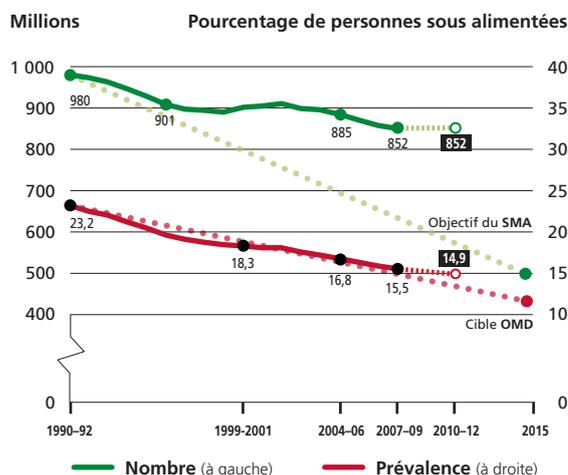
classification type de l'ONU. On trouvera en annexe au rapport une ventilation par pays).

Étant donné que les régions n'ont pas progressé au même rythme en matière de réduction de la faim, la répartition des zones à forte concentration de personnes souffrant de la faim dans les régions en développement a évolué au cours des 20 dernières années. (Figure, ci-dessous à droite). Les parts de l'Asie du Sud-Est et de l'Asie de l'Est dans le nombre de personnes sous-alimentées dans les régions en développement ont surtout diminué entre 1990–1992 et 2010–2012 (passant respectivement de 13,4 à 7,5 pour cent et de 26,1 à 19,2 pour cent), alors que celles de l'Asie du Sud, de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique du Nord sont passées respectivement de 32,7 à 35,0 pour cent, de 17,0 à 27,0 pour cent et de 1,3 à 2,9 pour cent.

La sous-alimentation ces dernières années

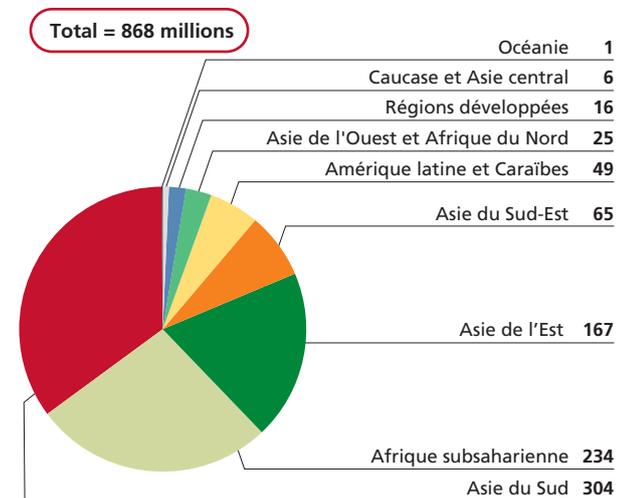
Les nouvelles estimations permettent aussi de conclure que l'aggravation de la faim pendant la période 2007–2010 – caractérisée par les crises des prix des denrées alimentaires et la crise économique – n'a pas été aussi forte que ce qui était estimé auparavant. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, la méthode de la FAO estime la sous-alimentation *chronique* à partir des apports énergétiques alimentaires habituels et ne mesure pas les effets des hausses soudaines des prix, qui sont généralement de courte durée. C'est pourquoi la prévalence ne doit pas être utilisée pour tirer des conclusions définitives au sujet des effets des hausses soudaines des prix et des autres chocs de courte durée. Ensuite, la transmission des chocs économiques à de nombreux pays en développement a été moins prononcée que l'on ne le prévoyait initialement. Des estimations récentes du PIB montrent que la « grande récession » de 2008–2009 n'a provoqué qu'un léger ralentissement dans nombre de pays en développement, et les hausses des prix des aliments de base ont été très faibles en Chine, en Inde, et en Indonésie (les trois plus grands pays en développement).

La sous-alimentation dans le monde en développement



Source: FAO.

Répartition de la sous-alimentation dans le monde en développement, par région, 2010–2012 (en millions)



Source: FAO.



Améliorations de l'indicateur de la faim établi par la FAO

L'édition de cette année de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* présente de nouvelles estimations du nombre et de la proportion de personnes souffrant de la faim dans le monde remontant jusqu'à 1990, après plusieurs améliorations de données et de la méthode employée par la FAO pour obtenir son indicateur de la prévalence de la sous-alimentation. Les nouvelles estimations sont fondées sur:

- les révisions les plus récentes des données de la population mondiale;
- de nouvelles données anthropométriques issues de recensements de la population, d'enquêtes sur la santé et d'enquêtes effectuées auprès des ménages qui permettent de dégager de nouveaux besoins

- énergétiques alimentaires minimaux, par pays;
- des estimations actualisées des apports alimentaires énergétiques, par pays;
- des estimations, par pays, des pertes de produits alimentaires au niveau de distribution de la vente au détail;
- des améliorations techniques de la méthode.

Il est à noter que l'actuelle méthode ne permet pas de cerner les effets des prix et autres chocs économiques à court terme, à moins que ceux-ci se traduisent par des modifications des modes de consommation alimentaire à long terme.

Cependant, même si la hausse des prix ne peut pas être directement liée à une réduction de la quantité totale de calories consommées par la population, il est possible que la hausse des prix des produits alimentaires ait néanmoins eu d'autres effets négatifs, par exemple une détérioration de la qualité de l'alimentation et une réduction de l'accès à d'autres secteurs fondamentaux comme la santé et l'éducation. Il est difficile de mesurer ces impacts à partir des informations dont on dispose actuellement dans la plupart des pays, et tout à fait impossible de le faire en s'appuyant sur un indicateur qui repose exclusivement sur le caractère adéquat des apports énergétiques alimentaires. Pour essayer de combler cette lacune, la FAO a identifié une première série d'une bonne vingtaine d'indicateurs, disponibles pour la plupart des pays et des années. Les données correspondantes peuvent être consultées sur le site web consacré à ce rapport (www.fao.org/publications/sofi/fr/) et elles permettront aux analystes de la sécurité alimentaire et aux décideurs d'évaluer de façon plus complète les diverses dimensions et manifestations de l'insécurité alimentaire et donneront

aux politiques des bases plus solides, pour une plus grande efficacité des interventions et des actions.

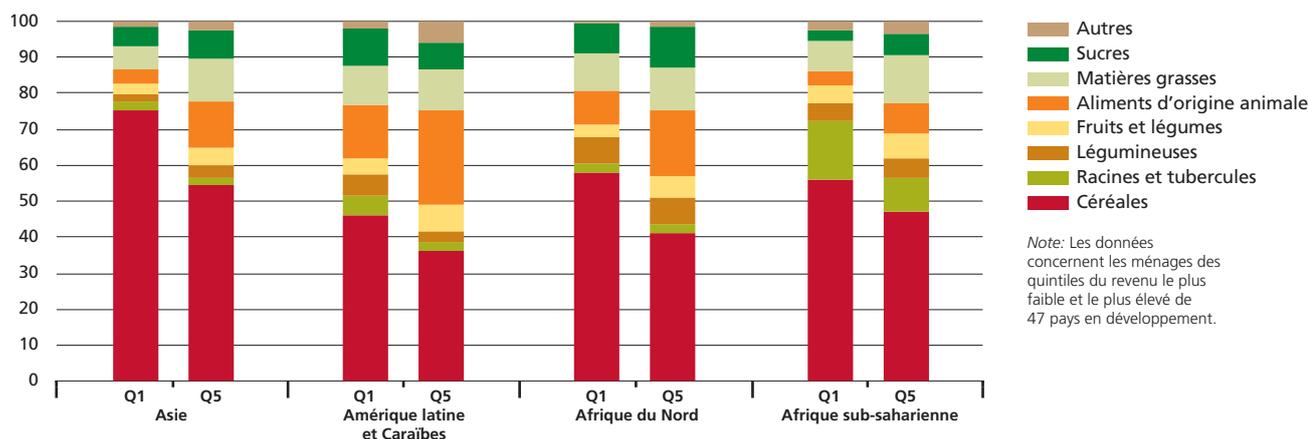
La croissance économique – nécessaire mais insuffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition

On observe depuis 2007 un ralentissement considérable des progrès accomplis en matière de réduction de la sous-alimentation et une forte croissance économique sera cruciale pour la réussite et la durabilité de la réduction de la faim. En effet, les régions qui ont connu la croissance la plus forte sont généralement celles où la réduction de la faim a été la plus rapide; dans le monde entier, la hausse des revenus va de pair avec une diversification de l'alimentation (voir Figure, ci-dessous). Pendant la dernière décennie, il y a bien eu une croissance des revenus par habitant dans toutes les régions en développement, mais dans de nombreux pays, la croissance n'a pas sensiblement réduit la faim, ce qui montre qu'à elle seule, la croissance ne suffit pas à réduire nettement la faim.

La croissance économique doit mobiliser les pauvres et parvenir jusqu'à eux grâce à la création d'emplois et d'autres

Lorsque le revenu augmente, la diversité du régime alimentaire s'accroît

Part des groupes d'aliments dans les apports énergétiques alimentaires totaux (pourcentage)



possibilités de production de revenu. De surcroît, il faut y associer les femmes, car plus elles ont leur mot à dire en ce qui concerne les dépenses du ménage, plus elles ont tendance à consacrer des dépenses à des éléments qui améliorent la nutrition et la santé.

L'élimination de la faim passe à la fois par la croissance économique et l'action des pouvoirs publics. La croissance économique devrait accroître les recettes de l'État issues d'impôts et redevances, qui devraient être utilisées pour financer l'éducation, l'acquisition de compétences et toutes sortes de programmes publics en faveur de la nutrition et de la santé. Une bonne gouvernance est aussi indispensable, notamment en ce qui concerne la fourniture de biens publics essentiels, la stabilité politique, l'état de droit, le respect des droits de l'homme, la lutte contre la corruption et des institutions efficaces.

Un type de croissance qui parvient souvent jusqu'aux pauvres est la croissance agricole, notamment lorsqu'elle est fondée sur une productivité accrue des petits exploitants. La croissance agricole est particulièrement importante dans les pays à faible revenu, où l'agriculture contribue le plus à la réduction de la pauvreté. L'agriculture est aussi un outil particulièrement efficace de réduction de la pauvreté et de la faim lorsque l'inégalité de la répartition des actifs n'est pas prononcée, car alors, les petits exploitants sont en mesure de bénéficier plus directement de la croissance. Si l'on fait porter davantage les efforts sur l'intégration des petits exploitants sur les marchés, non seulement cela aidera à satisfaire la demande future de denrées alimentaires, mais cela créera aussi des possibilités d'établissement de liens avec l'économie rurale non agricole, car les petits exploitants vont probablement utiliser leur revenu supplémentaire pour acheter des biens et services de production locale.

Pour que la sous-alimentation soit réduite aussi rapidement que possible, il faut non seulement que la croissance profite aux pauvres, mais aussi qu'elle prenne en compte des considérations nutritionnelles. Améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, ce n'est pas seulement accroître quantitativement les apports énergétiques, c'est aussi améliorer la qualité des

aliments au point de vue de la diversification de l'alimentation, de la variété, de la teneur en nutriments et de la sécurité sanitaire. À ce jour, le lien entre la croissance économique et la nutrition est encore faible et de longs délais s'écoulent avant que la croissance ne se traduise par de véritables changements de l'état nutritionnel. Les politiques à l'appui de ces objectifs devraient s'insérer dans un cadre intégré « agriculture-nutrition-santé ». Et s'il est vrai que la croissance économique est importante pour stimuler une amélioration de la nutrition, l'inverse l'est également – un régime alimentaire nutritif est essentiel pour disposer de toutes ses capacités physiques et cognitives et être en bonne santé, et donc, pour contribuer à la croissance économique. L'amélioration de la nutrition de l'enfant et de l'accès à l'éducation peut entraîner une amélioration du développement cognitif et par là même élever le revenu de cet enfant devenu adulte, ce qui bénéficie personnellement à l'enfant, mais aussi à l'ensemble de la société.

Une croissance économique équitable et forte fondée sur la croissance de l'économie rurale des pays à faible revenu est particulièrement utile pour améliorer l'accès aux aliments et la nutrition des pauvres. Cependant, certains des changements rendus possibles par la croissance ne se concrétisent qu'au bout d'un certain temps et, souvent, les groupes de population les plus démunis ne peuvent pas profiter immédiatement des possibilités qu'elle ouvre. Par conséquent, à court terme, les plus vulnérables ont besoin d'une protection sociale permettant de réduire le plus rapidement possible la faim et la sous-alimentation. Mais la protection sociale peut aussi réduire la sous-alimentation à long terme. D'abord, elle améliore la nutrition des jeunes enfants – un investissement qui portera ses fruits lorsqu'ils deviendront des adultes mieux formés, plus forts et en meilleure santé. Ensuite, elle aide à limiter les risques, favorisant l'adoption des technologies et la croissance économique. Si l'on conçoit un système bien structuré de protection sociale qui étaye et complète la croissance économique, on peut éliminer le plus rapidement possible la sous-alimentation et la malnutrition.

A U T R E S I N F O R M A T I O N S

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde sensibilise sur les problèmes liés à la faim dans le monde, analyse les causes profondes de la faim et de la malnutrition et suit les progrès accomplis en direction des objectifs de réduction de la faim fixés lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996 et du Sommet du Millénaire. Il vise un large public, notamment les responsables politiques, les organisations internationales, les institutions scientifiques et universitaires et les citoyens dans leur ensemble, en examinant en particulier les liens entre sécurité alimentaire, développement humain et développement économique.

AUTRES INFORMATIONS: SOFI@fao.org

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS: FAO-Newsroom@fao.org

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE LA FAO: www.fao.org/catalog/inter-fr.htm

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

SITE WEB: www.fao.org